

représenté par l'évêque Otto Dibelius de Berlin, l'un de ses présidents, son secrétaire général le Dr A. Visser't Hooft, Mlle Madeleine Barot, le Dr Glen Garfield Williams, du département d'Entraide des Eglises. Signalons également la présence du métropolitain Jacques de Mélita, représentant auprès du Conseil œcuménique du Patriarcat œcuménique de Constantinople.

Cette conférence, organisée par les églises participantes, et non par le Conseil œcuménique, avait choisi comme thème central de ses débats : « Le Christianisme européen dans le monde sécularisé d'aujourd'hui ».

Dans son discours de clôture, l'évêque Hans Lilje de Hanovre souligna « le miracle » d'une telle réunion où des dirigeants d'Eglises si différentes, d'arrière-plans politiques si opposés, aient pu cependant demeurer ensemble et s'entendre. Cette conférence tout en considérant sa première réunion, comme une première tentative, a néanmoins manifesté sa volonté d'une continuation dans cette voie. Au comité provisoire qui demeure en fonction sans changement, s'est ajouté une commission consultative. Notons parmi les noms proposés celui d'un Français, le professeur Jean Cadier, doyen de la Faculté de Théologie de Montpellier, ainsi que celui du professeur Henri d'Espine, président de la Fédération protestante suisse.

Une des caractéristiques de la réunion de Nyborg fut à n'en pas douter la participation active de fortes délégations des Eglises et pays de l'Est. Nyborg semble même devoir être retenue comme une étape nouvelle dans la compréhension du monde orthodoxe pour les protestants. Le comité présidé par le pasteur Niemöller y aida fortement.

Et l'on peut se demander dans quelle mesure, par ce dernier point même, cette conférence de Nyborg n'aura pas une influence dans la réflexion des Eglises Protestantes face au concile œcuménique dont l'annonce est intervenue depuis. Nous nous réservons de revenir sur ce point particulier dans un prochain numéro.

## CONTRE LA GUERRE FROIDE et les bombes atomiques

(Francfort). — Au début janvier, de nombreux hommes d'Eglises d'Europe et des Etats-Unis ont participé à Francfort à une « Conférence pour l'entente entre l'Est et l'Ouest ». Celle-ci ne s'est pas bornée à évoquer la seconde conférence chrétienne pour la paix qui doit se réunir en avril, à Prague ; elle a surtout cherché à définir le rôle des Eglises dans l'établissement de la paix. Les participants ont clos leurs débats par une résolution qui s'élève contre l'équipement en armes atomiques de l'Europe centrale et demande qu'en aucun cas, aucun pays n'utilise l'énergie nucléaire à des fins destructives. Il s'agit maintenant de mettre fin à la guerre froide et de se refuser à séparer le monde en deux camps, en justes et injustes, croyants et incroyants, dit la résolution, qui rappelle avec reconnaissance « les premiers pas faits en commun dans cette voie par nos Eglises à Liselund, à la conférence de Prague et à celle de Nyborg ».

Parmi les signataires de cette résolution, notons les professeurs Trocmé, Versailles ; Iwand, Bonn ; et Kadar, Budapest ; les évêques Kaldy et Vetö, Budapest ; l'archevêque Kiivit, Tallinn ; le conseiller ecclésiastique Kloppenburg, Dortmund ; l'aumônier d'étudiants Mochalski, Darmstadt ; le président M. Niemöller, Wiesbaden ; le pasteur P. Oestreicher, Grande-Bretagne ; M. Ziak, vice-président de l'Eglise luthérienne slovaque, Pressburg ; Mme Hogle, quaker, Etats-Unis ; le publiciste américain Milton Mayer, quaker.

## Une lettre de Karl BARTH

Empêché de participer au Congrès international de Londres contre l'armement atomique, le théologien Karl Barth avait confié à son ami Fritz Lieb une lettre où il exprimait aux congressistes, sa pensée sur l'objet de leur débat : voici les thèses qu'il y énonçait :



### A L'ADRESSE DU CONGRÈS INTERNATIONAL DE LONDRES CONTRE L'ARMEMENT ATOMIQUE

**I** L ne m'est pas possible, malheureusement, de participer à ce congrès. Mais je me réjouis de saluer les congressistes par le truchement de mon ami, Monsieur Fritz Lieb, professeur et docteur en théologie, de leur dire que j'approuve pleinement leurs intentions et de leur exprimer mes vœux sincères pour le succès de leurs délibérations.

Voici mon avis sur la question qui doit être discutée :

- I. Au cours de ces dernières années et des côtés les plus divers, les arguments décisifs qui montrent l'injustice et le danger de l'armement atomique ont été développés avec toute la clarté désirable et ont été portés à la connaissance de tous. Celui qui avait des oreilles pour entendre pouvait entendre.
- II. Nous nous trouvons cependant devant un triple fait :
  - a) Nos gouvernements voient certes le problème, ils reconnaissent, ou, du moins, ne nient pas sa gravité, mais ils sont décidés quand même à exécuter et à poursuivre leur fatale entreprise.
  - b) Bien que, dans leur majorité, nos populations soient — secrètement, et, en partie, ouvertement aussi — effrayées profondément par la menace radicale qui est liée à l'armement atomique, elles ne sont pas prêtes en cette affaire à passer à une opposition ou même à une résistance décidée.
  - c) Les milieux cultivés en particulier, de même qu'une grande partie des milieux ecclésiastiques, se livrent volontiers à de profondes discussions philosophiques et théologiques sur le tragique de l'homme vivant à l'âge atomique et autres sujets semblables, mais ils esquivent avec obstination toute décision concrète contre l'armement atomique.
- III. La raison de cette contradiction intérieure consiste partout dans la peur d'une menace prétendument plus grave dirigée contre les biens les plus sacrés par l'adversaire qui se dresse sur le terrain idéologique et sur celui de la politique mondiale. Cette menace, on ne pense pas pouvoir la prévenir autrement qu'en recourant à la contre-menace que constitue l'arme atomique.
- IV. Si l'on ne parvient pas à extirper cette opposition idéologique et politique, ainsi que l'angoisse réciproque qui en découle, on ne pourra pas vaincre la contradiction qui existe entre la connaissance bonne et la pratique mauvaise qui sont celles de nos gouvernements, de la majorité de nos populations, de notre monde cultivé et de nos Eglises. Et si cette contradiction ne peut pas être vaincue, il faudra compter avec le développement impie et funeste de l'armement atomique.
- V. Le devoir primordial des adversaires de l'armement atomique devrait consister, par conséquent, en un effort nouveau, dégagé de tout préjugé, pour vaincre cette opposition idéologique et politique. En d'autres termes : les adversaires de l'armement atomique doivent adopter et mettre eux-mêmes en évidence une position exempte de cette angoisse réciproque, orientée uniquement sur Dieu et sur l'homme authentique.
- VI. Il va de soi que l'opposition contre l'armement atomique doit continuer sur toute la ligne (dans chaque pays et dans chaque domaine de la manière que réclament les circonstances) indépendamment de ce contexte plus vaste et, par conséquent, sans tenir compte des succès ou des échecs directs.
- VII. Une question se pose — et il se pourrait que le congrès doive prendre position en face d'elle — celle de savoir puisqu'on a maintenant suffisamment discuté à ce sujet, si cette opposition ne doit pas se concrétiser en une résistance active (peut-être sous la forme d'une invitation ouverte au refus d'accomplir tout service militaire).

Karl BARTH.

Bâle, le 7 janvier 1959.